

Des cheminots allemands contre Hitler

Les antinazis allemands étaient très isolés dans leur pays, leur résistance quasi désespérée n'en fut que plus admirable.

S'appuyant sur deux publications allemandes récentes, Jean-Luc Bellanger en donne divers exemples.

Il a été difficile aux opposants à Hitler de lutter contre l'ensemble de moyens, en particulier policiers, qui encadraient la totalité du pays et la vie quotidienne de chacun des citoyens. On sait pourtant que de nombreuses tentatives de résistance ont eu lieu, mais souvent stoppées par la police relativement vite. Parfois, un groupe a réussi à « durer » des mois ou même des années dans une lutte périlleuse. La recherche historique allemande s'attache à éclairer peu à peu tel ou tel point jusqu'à mal étudié. En voici un exemple : *les cheminots résistants*, objet d'un ouvrage récent dû à Alfred Gottwaldt, assisté d'une quinzaine de confrères, auteurs de 25 biographies de résistants ayant appartenu à la *Deutsche Reichsbahn* (DR).

Surtout pas d'illusions, il n'y a pas eu de « Bataille du rail » en Allemagne nazie. Lutter contre un occupant durant une guerre est une chose. S'attaquer en tant que simple citoyen à un régime qui se prétend légitime, dispose d'un évident soutien massif dans l'opinion du pays, et a tous les moyens, surtout policiers, pour se protéger, en est une autre. Les cheminots allemands disposaient d'une organisation syndicale solide sous la République de Weimar. Après la prise du pouvoir par Hitler le 30 janvier 1933, on assista à l'arrestation d'innombrables responsables politiques ou syndicaux et, le 2 mai 1933, tous les syndicats furent rayés de la carte, remplacés globalement par le « *Front du Travail* ». Les locaux syndicaux, les bulletins et journaux, tous les moyens d'organiser une action commune sur une base professionnelle disparaissaient d'un coup.

Personne ne pensait au début que les nazis étaient au pouvoir pour longtemps. Les responsables syndicaux encore libres cherchèrent d'abord à conserver un minimum d'activité, en évitant de donner prise au pouvoir. L'ancien dirigeant des cheminots de Berlin, Franz Scheffel, écrivait en juillet 1933 au secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs des transports, basée à Amsterdam, qu'il fallait éviter les actes de résistance contre Hitler, minimisant le danger qu'il présentait et balayant comme secondaires les « *ragots et exagérations* » concernant les « *histoires de juifs et de terreur* ». Selon les termes de l'ancien président de la DR, Karl Steuernagel dans les années 1950, « *des cheminots hésitants, légalistes, corrects, aux idées*

raisonnables, il y en avait certainement des masses. Mais personne qui ait poussé à la résistance ou même à prendre ses distances ».

Le réseau de Hans Jahn

Pourtant on sait qu'il y eut d'innombrables papillons subversifs collés sur les murs ou les portes, des inscriptions antinazies imprimées au tampon, des tracts lancés à la volée, ou abandonnés dans les wagons. Il y eut même une vague de graffiti, manifestement dus à des cheminots, sur les parois intérieures des cabines de serre-freins des trains de marchandises. De même les trains internationaux étaient un vecteur évident pour faire entrer en Allemagne des informations et des publications en provenance des organisations d'émigrés politiques actifs aux Pays-Bas, en France ou en Belgique. Le parti social-démocrate avait établi sa centrale en exil (Sopade) à Prague en 1934. Le bulletin de la Sopade faisait partie des documents politiques les plus fréquemment importés clandestinement, avec le *Drapeau Rouge* communiste, et d'autres. Le chemin de fer fut sans doute le moyen de transport le plus utilisé pour faire entrer les documents de l'opposition, bien que très étroitement surveillé, et aux cachettes possibles trop bien connues. Les cheminots, les agents de la compagnie de wagons-lits et wagons-restaurants Mitropa, les voyageurs souvent, parvenaient pourtant à introduire bulletins et tracts. Mais de toute façon, rien ne pouvait avoir d'efficacité sans une organisation à l'intérieur des frontières.

On en connaît des exemples, pas extrêmement nombreux, et qui ont rarement eu une activité de longue durée. Voici un cas, parmi d'autres, dans une certaine mesure caractéristique des chances et malchances rencontrées par les courageux qui ont bravé les énormes difficultés de la lutte antinazie en Allemagne même.

Hans Jahn était employé administratif de la DR depuis 1920, syndicalement actif à un niveau élevé, membre de la minorité de gauche du parti social-démocrate, conscient du danger présenté par les nazis. Durant toute l'année 1932, il avait suscité près d'un millier de manifestations dans le pays, en vue d'une grève générale antinazie. Mais la direction du syndicat ne suivit pas, et rejeta même la suggestion de Jahn de mettre à l'abri sa trésorerie et le fichier des adhérents. Il agit alors de façon autonome, faisant disparaître le fichier des 17 000 permanents du syndicat, parmi lesquels il choisit par la suite une centaine de personnes en vue d'une lutte clandestine. Il prit aussi contact avec l'Organisation internationale des travailleurs des transports (ITF) à Amsterdam et monta, avec son aide, un véritable

réseau qui comptait au printemps 1936 plus de 280 personnes dans 137 lieux du pays, ayant contact avec quelque 1 320 cheminots. Mais Jahn avait été arrêté en mai 1935 par la Gestapo. Ne sachant pas grand-chose à son sujet, elle l'avait relâché au bout d'un mois et il avait réussi rapidement à passer à l'étranger.

Il resta d'abord à Amsterdam, près du siège de l'ITF, puis fut expulsé en Belgique. De 1936 à 1938, il travailla pour la diffusion à environ 500 exemplaires du bulletin mensuel de l'ITF *Fahrt-frei* (*Voie libre*), par l'intermédiaire de membres du réseau qu'il avait monté. En mars 1938, il s'installa à Luxembourg, pour être plus près de la frontière. La diffusion des publications étant toujours difficile, ils utilisèrent même l'envoi de tracts antinazis accrochés à des ballons ou mis dans des bouteilles lâchées dans la Moselle. On mesure ici les difficultés, et le caractère artisanal de cette activité « de l'extérieur ». En Allemagne même, la Gestapo bénéficiait de l'aide de dénonciateurs, toujours en éveil, et aux aguets pour repérer la moindre activité paraissant « anormale ».

La Gestapo veille

L'ouvrage d'Alfred Gottwaldt divise la lutte clandestine des cheminots allemands contre le nazisme en quatre périodes. La première, nous venons de l'évoquer, couvre les années 1933-36. C'est celle où le choc de la « prise du pouvoir » nazie et sa première vague de

terreur, de licenciements, d'arrestations cède la place chez certains à la volonté de réagir. Celle où nombre de ceux qui ont perdu leur travail en raison de leurs opinions essaient de survivre par exemple en devenant représentants de commerce : une occasion de contacts et de création de liens, mais avec des risques immenses. Des activités dispersées, sporadiques, sans véritables perspectives.

Avec l'année 1937, on note des changements. En janvier, la *Deutsche Reichsbahn* (DR) est nationalisée. Les besoins de l'industrie augmentent, avec les débuts clandestins du réarmement nazi, donc les transports doivent faire face à une activité croissante. La DR engage des travailleurs, les conditions de travail deviennent plus dures, les publications des émigrés tentent d'attiser des revendications. Mais la Gestapo veille. Voici juste quelques exemples de son action à ce moment contre des groupes de résistants du rail. Otto Scharfschwerdt, dirigeant du syndicat des Conducteurs de locomotives à Berlin, avait conduit en 1920 la grève qui avait paralysé les transports et fait capoter un putsch antirépublicain (Kapp-Lüttwitz). Il était à la tête du réseau « *Nordbahn* » (Chemin de fer du nord) qui, entre autres, tira et fit distribuer des milliers de tracts. Entré en contact avec un groupe émigré à Prague, il fut déposé et arrêté en janvier 1937. Vingt membres de son groupe le suivirent en prison. Ce sont finalement 45 personnes qui furent condamnées en cinq procès successifs en décembre 1937.

C'est aussi en février 1937 que la Gestapo saisit à la frontière hollandaise, un transport de tracts. Elle parvient rapidement à remonter les filières qui assurent la liaison entre les émigrés de l'ouest et les réseaux cheminots. Un groupe appartenant au réseau de Hans Jahn, dont nous avons parlé, est arrêté. Huit personnes sont condamnées en décembre par le Tribunal du peuple, décapitant ainsi la résistance des cheminots en Rhénanie et dans la Ruhr. Six autres résistants cheminots passent devant un tribunal spécial à Hamm dans les jours qui suivent. Selon un historien de la vie syndicale, Michael Schneider, « *depuis 1936/37 il n'y avait pratiquement plus aucune résistance organisée "du" mouvement ouvrier. Seuls des groupuscules préparés à l'illégalité purent survivre clandestinement et continuer leur travail* ».

Pendant la guerre

Cette seconde période, que Gottwaldt définit comme celle des « revers », va jusqu'à septembre 1939, au début de la guerre. La troisième période est marquée, dès avant le début du conflit, par l'arrestation systématique d'opposants, réels ou supposés. ●●●



© Forschungsstelle für Zeitgeschichte in Hamburg.

« **LE JOUR VIENDRA!** » PAPILLON DE L'UNION INTERNATIONALE DE LA LUTTE SOCIALISTE (ISK) DIFFUSÉ À HAMBOURG.

••• En particulier on fait des rafles parmi les syndicalistes cheminots d'avant 1933. En octobre 1939, l'organisation internationale ITF quitte Amsterdam pour Londres. Les liaisons deviendront pratiquement impossibles. Lors de l'offensive éclair de mai 1940 en direction de la France, l'occupation inattendue de Luxembourg par la Wehrmacht oblige Hans Jahn à fuir précipitamment : la Gestapo trouvera dans son bureau, entre autres, une liste non codée comportant les coordonnées de 102 de ses correspondants en Allemagne. De nombreuses arrestations suivront bien entendu, bien que les policiers eux-mêmes aient jugé les données ainsi recueillies sur une activité clandestine comme « fort exagérées ».

Avec l'attaque contre l'Union Soviétique, puis l'arrêt de l'avance nazie devant Moscou en novembre 1941, et la démonstration de l'impréparation matérielle à l'hiver russe pour les hommes comme pour le matériel, des velléités de résistance se firent à nouveau jour. On assista même à quelques sabotages touchant le chemin de fer, actions à peine imaginables alors que le respect de l'outil de travail était un élément fondamental de l'« honneur professionnel » des cheminots ⁽¹⁾. Mais les dirigeants nazis renforcèrent encore les contrôles, la DR étant en quelque sorte vue comme une quatrième branche de l'action militaire, avec les trois armes : armée de terre, aviation ou marine. Les groupes de résistance encore en état d'agir tiraient et distribuaient des tracts, mais le papier manquait. Certains cheminots ont pu secourir, protéger, abriter des juifs. Des résistants ont continué à tomber aux mains de la Gestapo. Gottwaldt donne une liste de 45 cheminots exécutés dans la prison de Plötzensee à Berlin, cinq l'ont été en 1939, quatre en 1940-41, mais pour 1942 à 1944, on passe à un total de 36, qui montre bien à quel point, à ce stade de la guerre, la lutte était devenue inégale.

On pourrait pourtant citer encore des noms de cheminots courageux, qui continuèrent, isolés ou à quelques-uns seulement, à tenter de forcer une prise de conscience dans leur milieu. A la suite de l'attentat contre Hitler le 20 juillet 1944, une ultime vague d'arrestations eut lieu. Pour Alfred Gottwaldt, cette dernière période, du début de 1943 à la fin de la guerre se définit par l'« effondrement de la résistance des cheminots allemands ».

Si affligeant que soit le tableau d'ensemble, il est intéressant pour nous. En particulier pour ceux d'entre nous qui ont vécu l'occupation et la lutte contre les nazis en France, cette étude permet de mesurer l'effrayant isolement dans lequel se trouvaient les antinazis allemands. Tenter une lutte dans ces conditions méritait toute notre admiration !

JEAN-LUC BELLANGER

(1) On ne peut que rapprocher ce réflexe d'« honneur » du handicap immense constitué au sein du corps des fonctionnaires et des militaires du III^e Reich par l'obligation de prêter serment nommément à Hitler, qui fit reculer bien des hommes de bonne volonté devant le parjure.

■ Gottwaldt, Alfred, *Eisenbahner gegen Hitler, Widerstand und Verfolgung bei der Reichsbahn 1933-1945 (Des cheminots contre Hitler, Résistance et répression au sein de la Société des chemins de fer du Reich 1933-1945)*, Marixverlag, Wiesbaden, 2009.

Une exposition du Mémorial du KZ de Neuengamme

La Résistance antinazie à Hambourg

Cette exposition a été présentée en janvier et février 2010 à l'Hôtel de Ville de Hambourg et, conçue dès le départ comme itinérante, elle va suivre son chemin de ville en ville en Allemagne. Hambourg est un port très important depuis des siècles, on le sait ⁽¹⁾, c'est également une ville industrielle depuis la fin du XIX^e siècle. Une tradition ouvrière bien établie y régnait, et les luttes souvent sanglantes entre SA et membres des partis ouvriers ont marqué la fin de la République de Weimar. Pourtant, à Hambourg comme dans le reste de l'Allemagne, le parti nazi a pu s'établir et prospérer. L'exposition présentée cet hiver rend hommage à tous ceux, nombreux malgré tout, qui ont eu le courage de lutter contre la dictature hitlérienne. Mais elle montre aussi, indirectement, pourquoi toute résistance était condamnée d'avance à l'impuissance.

La recherche historique et le travail du responsable de l'exposition, Herbert Diercks, ont visé à n'oublier personne parmi les groupes ayant eu un rôle au sein de l'opposition active contre le nazisme à Hambourg. Cela permet, sans vraie surprise, de constater à quel point l'opinion de gauche était divisée, éclatée en factions et sous-groupes qui le plus souvent, s'ils ne se combattaient pas toujours directement, se sentaient inconciliables.

Page après page de l'ouvrage qui servait de catalogue à l'exposition, voici le Parti communiste (KPD) qui, illégal, comptait encore 4 000 membres à Hambourg en 1934. Suivait la Jeunesse communiste (*Jugendverband* - KJVD), 2 000 adhérents en 1932, dont beaucoup tentèrent de résister. On trouvait aussi le « Parti communiste dans l'opposition » (KPO), assez faible à Hambourg avec une soixantaine de membres, mais qui y lutte jusqu'à fin 1933. N'oublions pas les trotskystes, « Opposition de gauche » (LO), qui luttèrent également jusqu'en 1935-36. À la fin de cette dernière année, quelque 80 ou 90 militants LO de Hambourg tombèrent encore aux mains de la Gestapo.

La gauche non communiste était, elle, également divisée. Le parti social-démocrate (SPD) tenait une place importante, son mouvement de jeunesse, les Jeunes travailleurs socialistes (SAJ), était actif, les uns et les autres, et en particulier les plus jeunes, fournirent une activité notable, en particulier pour diffuser tracts et documents qu'ils produisaient eux-mêmes, ou qu'ils recevaient de l'étranger. Un troisième mouvement proche des sociaux-démocrates, « *Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold* » (Bannière du Reich Noir-rouge-or) était une sorte de service d'ordre à caractère mi-police, mi-militaire, créé en défense contre les SA. Isolément ou parfois en commun, des membres de ces trois mouvements luttèrent, en partie jusqu'à

1937. Pourtant on ne saurait oublier d'autres mouvements se réclamant du socialisme. On trouvait ainsi le Parti socialiste des travailleurs d'Allemagne (SAP), qui défendait l'idée d'une union de la gauche et lutta jusqu'en 1934, ou encore l'Union internationale de lutte socialiste (ISK), proche des attitudes d'une secte, mais remarquablement préparée à la clandestinité et dont les activités ne furent étouffées complètement qu'au début de 1938.

On ne peut citer tous les courageux...

Cette multiplicité de groupements ou de groupuscules, qui se combattaient en partie féroce, était bien évidemment catastrophique pour une lutte contre un parti nazi aux succès de plus en plus évidents dans tous les domaines, intérieurs comme internationaux. Il ne faut pas oublier que les premiers doutes concernant les promesses d'un avenir radieux ne se firent sentir, et au début seulement pour une petite partie de la population allemande, qu'à l'automne-hiver 1941-42, et de façon plus aiguë surtout avec Stalingrad, au printemps 1943. Malgré cela, on peut citer nombre de groupes ayant monté de vraies actions de résistance. Ainsi Helmut Hübener qui, à 17 ans, diffusa par tracts pendant plusieurs mois, avec des amis, les informations recueillies par l'écoute de la BBC, avant d'être dénoncé, condamné et guillotiné. Ainsi également le groupe d'étudiants connu sous le nom de « Rose Blanche de Hambourg ».

Deux jeunes de Hambourg, Traute Lafrenz et Hans Leipelt, étudiaient à Munich en 1942-43 au moment où Hans et Sophie Scholl furent arrêtés et exécutés. Revenus à Hambourg, ils montèrent, en compagnie d'autres jeunes, un véritable groupe d'opposition, diffusant d'abord le dernier tract de la « Rose blanche » de Munich. La Gestapo, qui avait introduit un mouchard parmi eux, arrêta entre novembre 1943 et mars 1944 trente des quelque 50 membres du groupe. Un d'eux fut exécuté, deux furent assassinés à Neuengamme fin avril 1945 et cinq autres moururent en détention. Il ne faudrait pas non plus oublier le groupe d'une organisation ouvrière connue sous les noms de ses dirigeants, « Bästlein-Jacob-Abshagen ». Plus de 60 de ses membres avaient été arrêtés en octobre 1942, une cinquantaine furent « mis en congé de détention » après les terribles bombardements anglais de juillet 1943, passèrent à la clandestinité, mais furent presque tous repris. Au total, environ 70 membres de cette organisation perdirent la vie avant la fin de la guerre.

On ne peut citer tous les courageux que mentionne l'exposition de Hambourg. Il faut pourtant savoir qu'avec ou sans un vrai espoir de changement, des résistants ont tenté de lutter, même en dehors des milieux de la classe ouvrière, sur des bases qui souvent leur étaient propres, comme pour les Témoins de Jéhovah. Certains milieux religieux, plus souvent catholiques que protestants, ou encore des membres de la bourgeoisie libérale et parfois conservatrice ont aussi cherché des formes de lutte. La « Résistance » est en effet une chose : elle a pour but de lutter contre les tenants d'un pouvoir pour les affaiblir et si possible leur faire perdre ce pouvoir. Dans une situation où ces buts semblent inaccessibles, une autre forme de lutte est « oppositionnelle ». Ici aussi les exemples tirés de l'exposition hambourgeoise sont intéressants. On cite le travail au sein des installations portuaires et parmi les marins, la protection apportée par certains habitants à des juifs pour leur éviter la déportation, et même les activités de protestation de groupes de jeunes qui détestaient la Jeunesse hitlérienne et affichaient une tenue relâchée et un amour pour la musique américaine, formellement interdite par les nazis. Cette « Jeunesse-Swing », des « zazous » militants, constituait une véritable épine dans l'œil des autorités, et elle eut souvent maille à partir avec la Gestapo.

Cette plongée dans une époque dont les témoins disparaissent aujourd'hui est passionnante. Elle est un hommage mérité à des hommes, des femmes et parfois des adolescents qui ont fait passer leur sens civique avant la prudence et l'intérêt personnel le plus immédiat. Pourtant il faut avouer que les mots du directeur du Mémorial du KZ de Neuengamme, Detlef Garbe, dans son introduction au catalogue de l'exposition, résumant bien le tragique du sacrifice ainsi décrit : « *Quelle qu'en soit la grandeur morale, la résistance sous le "Troisième Reich" était bien trop faible. Face à la supériorité des forces et à la base de masse du régime, la lutte était pratiquement désespérée. La résistance avait déjà subi sa défaite lorsqu'elle avait encore une chance contre les nazis, plus précisément avant le 30 janvier 1933, lorsque la liberté aurait encore pu être défendue sans risques majeurs.* »

Cela aussi fait partie des leçons !

JEAN-LUC BELLANGER

(1) Nous avons parlé dans le PR de juillet 2008 de l'exposition précédente montée par le Mémorial de Neuengamme : « *Le port de Hambourg sous le nazisme* ».

■ Diercks, Herbert, « *Die Freiheit lebt!* » *Widerstand und Verfolgung in Hamburg 1933-1945 (« La Liberté est vivante! » Résistance et répression à Hambourg 1933-1945, Textes, Photos et Documents)*, Éditeur : Mémorial du KZ de Neuengamme, Hambourg, 2010.